

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1922.

Projet de loi

**instituant un fonds spécial et modifiant les dispositions légales relatives ;
à la liquidation des séquestres de guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSEURS,

Ainsi que l'annonce l'Exposé des motifs du projet de loi déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre en vue de régler les avances faites à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique pour le retrait des monnaies allemandes, le Gouvernement a conçu l'idée d'instituer un fonds spécial destiné à l'amortissement de ces avances.

Ce fonds serait constitué au moyen :

1° D'une partie des valeurs à provenir de la liquidation des biens des ressortissants allemands placés sous séquestre en vertu de la loi du 17 novembre 1921, ainsi que de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 ;

2° Des titres et valeurs non placés sous séquestre livrés à la Belgique en exécution du § 10 de l'annexe à la section 4 de la partie 10 du Traité de Versailles ;

3° Des sommes que l'Etat viendrait à récupérer du chef d'échanges frauduleux de monnaies allemandes.

L'article 297, litt. H du Traité de Versailles stipule que le produit de la liquidation des biens des ressortissants allemands doit servir tout d'abord à rembourser aux ressortissants belges le montant de la liquidation de leurs biens en Allemagne. Il y a là, pour les sinistrés belges en Allemagne, un droit acquis, auquel il ne peut évidemment être question de porter atteinte. Mais rien ne s'oppose à ce que le surplus soit utilisé à l'extinction

de nos obligations envers la Banque Nationale du chef de l'échange des marks, et serve à assainir notre situation financière.

La liquidation des biens des ressortissants allemands décrétée par la loi du 17 novembre 1921 est entrée dans une phase active il y a quelques mois, en suite de la rupture des négociations avec le Gouvernement allemand. La pratique n'a pas tardé à révéler que pour activer ce travail considérable, des mesures de simplification s'imposent de toute nécessité.

L'article 14 de la loi stipule que la liquidation est autorisée par ordonnance du Président du tribunal de première instance qui a prononcé la mise sous séquestre; que cette ordonnance rendue sur requête du séquestre, détermine l'époque, les conditions et les modalités de la liquidation.

Il a semblé de différents côtés qu'il n'est pas possible, en présence de ce texte, d'obtenir une ordonnance générale autorisant la liquidation de l'ensemble des biens dépendant d'une masse séquestrée, et dispensant de présenter requête spéciale en vue de chaque réalisation.

Outre que ce mode de procéder entraîne des frais qu'il serait désirable d'éviter, on doit reconnaître qu'il est peu en rapport avec les exigences d'une prompte liquidation.

Les modifications apportées par la législature au projet de la loi du 17 novembre déposé par le Gouvernement, ont changé le caractère de la liquidation : de judiciaire qu'elle devait être suivant le projet, elle est devenue administrative d'après le texte voté, puisqu'elle se fait en vertu de ce texte à la diligence de l'administration des Domaines, sous la direction et la responsabilité du Ministre des Finances. Il est logique, dès lors, que se soit au Ministre des Finances qu'il appartienne de déterminer l'époque de même que toutes les conditions et les modalités de la liquidation.

Ainsi la mission du Président reste purement judiciaire; il sera appelé à rechercher si légalement la liquidation peut se poursuivre, si rien dans la loi ne s'y oppose. Et quand le pouvoir judiciaire aura reconnu et proclamé le droit de l'État de liquider un patrimoine de séquestré, le représentant légal des intérêts domaniaux de l'État, le Ministre des Finances, réglera sous le contrôle du Parlement la liquidation de ce bien, dont le droit d'en disposer sera désormais certain.

Aucune disposition ne précise jusqu'ici le mode de réalisation des titres et valeurs non placés sous séquestre livrés par l'Allemagne en vertu du § 10 de l'annexe à la section 4 de la partie 10 du Traité de Versailles. L'article 4 du projet comble cette lacune.

Toutes les raisons qui depuis longtemps font admettre que le ministère des avoués est facultatif en matière de référé civil, démontrent qu'il l'est également en matière de liquidation des séquestres de guerre, le juge d'exception n'exerçant ici qu'une juridiction toute spéciale, pour laquelle le législateur n'a exigé ni formes de procédure, ni postulation rigoureuse.

Des doutes se sont pourtant élevés à ce sujet; il importe d'y mettre fin, en vue d'éviter des formalités et des frais inutiles.

Les dispositions dont l'analyse précède font l'objet du projet de loi ci-joint,

que nous avons l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre aux délibérations de la Législature, en la priant de vouloir bien l'examiner dans le plus bref délai.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



(4)

PROJET DE LOI

instituant un fonds spécial et modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des séquestres de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un fonds spécial affecté, dans les conditions à déterminer par le Ministre des Finances, à l'amortissement des avances faites à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes.

Ce fonds sera constitué au moyen :

1° Du produit net de la liquidation des biens des ressortissants allemands placés sous séquestre en vertu de la loi du 17 novembre 1921

ONTWERP VAN WET

waarbij een bijzonder fonds wordt ingericht en waarbij de wettige schikkingen betreffende de vereffening der oorlogssekwesters worden gewijzigd.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan den inhoud volgt zal te Onzen Name aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

ARTIKEL EEN.

Er wordt een bijzonder fonds ingericht bestemd, onder door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden, tot delging der voorschotten gedaan aan den Staat door de Nationale Bank van België, met het oog op de intrekking der Duitse gelden.

Dit fonds zal ingericht worden door middel :

1° Van de zuivere opbrengst der vereffening van goederen der Duitse onderhoorigen, onder dwangbeheer geplaatst krachtens de wet

ainsi que de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918;

2° Du produit de l'aliénation des titres et valeurs non placés sous séquestre livrés à la Belgique en exécution du § 10 de l'annexe à la section 4 de la partie 10 du Traité de Versailles;

3° Des sommes que l'Etat viendrait à récupérer du chef d'échanges frauduleux de monnaies allemandes.

ART. 2.

Seront prélevés toutefois sur le produit net de la liquidation des biens des ressortissants allemands visé au 1° de l'article qui précède, les sommes destinées à rembourser aux ressortissants belges, selon les prévisions de l'article 297 litt. H du Traité de Versailles, le produit de la liquidation des biens de ces derniers en Allemagne.

ART. 3.

Par modification aux articles 11 et 12 de la loi du 17 novembre 1921, l'ordonnance du Président est rendue sur requête du séquestre ou de l'Administration des Domaines, le Ministère public entendu.

L'époque ainsi que toutes les conditions et modalités de la liquidation sont déterminées par le Ministre des Finances.

ART. 4.

L'aliénation des titres et valeurs

van 17 November 1921 alsmede de besluit-wet van 10 November 1918;

2° Van de opbrengst der vervreemding van niet onder dwangbeheer geplaatste titels en waarden, aan België afgegeven, in uitvoering van § 10 van het bijvoegsel aan Sectie 4 van deel 10 van het Verdrag van Versailles;

3° Van de sommen, die de Staat zou invorderen hoofdens bedrieglijke inwisselingen van Duitse gelden.

ART. 2.

Zullen echter op de zuivere opbrengst der vereffening der goederen van Duitse onderhoorigen bedoeld onder 1° van het vorig artikel worden voorafgenomen, de sommen bestemd om, volgens de voorzieningen van artikel 297, litt. H van het Verdrag van Versailles, aan Belgische onderhoorigen, de opbrengst van de vereffening der goederen dezer laatsten in Duitsland, terug te geven.

ART. 3.

Bij wijziging aan artikels 11 en 12 der wet van 17 November 1921, wordt het bevel van den Voorzitter gegeven op rekest van den dwangbeheerder of van het Beheer der Domeinen, het Openbaar Ministerie gehoord.

Het tijdstip, alsmede al de voorwaarden en modaliteiten der vereffening worden bepaald door den Minister van Financiën.

ART. 4.

De vervreemding der niet onder

non placés sous séquestre livrés à la Belgique, en exécution du § 10 de l'annexe à la section 4 de la partie 10 du Traité de Versailles est ordonnée par le Ministre des Finances qui en détermine l'époque, les conditions et les modalités.

ART. 5.

Le ministère des avoués n'est pas nécessaire dans les affaires portées devant le Président du Tribunal par application des lois sur la liquidation des biens des sujets ci-devant ennemis placés sous séquestre.

ART. 6.

Sont abrogés, l'article 20 ainsi que l'alinéa 2 de l'article 23 de la loi du 17 novembre 1921.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1923.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

dwangbeheer geplaatste titels en waarden, aan België afgegeven in uitvoering van § 10 van het bijvoegsel aan Sectie 4 van deel 10 van het Verdrag van Versailles, wordt bevolen door den Minister van Financiën, die ervan het tijdstip, de voorwaarden en de modaliteiten bepaalt.

ART. 5.

De ambtsverrichting der pleitbezorgers wordt niet vereischt in de zaken gebracht vóór den Voorzitter der Rechtbank bij toepassing der wetten over de vereffening van de onder dwangbeheer geplaatste goederen der destijds vijandelijke onderhoorigen.

ART. 6.

Worden ingetrokken artikel 20 alsmede lid 2 van artikel 23 der wet van 17 November 1921.

Gegeven te Brussel, den 25 Januari 1923.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1923

Wetsontwerp

waarbij een bijzonder fonds wordt ingericht en waarbij de wettige schikkingen betreffende de vereffening der oorlogsseskwesters worden gewijzigd.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Zooals de Memorie van toelichting voor het ontwerp van wet, heden op het bureel der Kamer nedergelegd, met het oog op de regeling der voorschotten gedaan aan den Staat door de Nationale Bank van België voor de intrekking der duitse gelden, het aankondigt, heeft de Regeering het gedacht opgevat een bijzonder fonds in te richten, bestemd tot de delging dezer voorschotten.

Dit fonds zou ingericht worden door middel :

1^o Van een gedeelte der waarden voort te komen van de vereffening der goederen der duitse onderhoorigen, onder dwangbeheer geplaatst, krachtens de wet van 17 November 1921 alsook de besluit-wet van 10 November 1918;

2^o Van de niet onder dwangbeheer geplaatste titels en waarden, aan België afgegeven in uitvoering van § 10 van het bijvoegsel aan Sectie 4 van deel 10 van het Verdrag van Versailles;

3^o Van de sommen, die de Staat zou invorderen hoofdens bedrieglijke inwisselingen van duitse gelden.

Artikel 297, litt. II, van het Verdrag van Versailles bedingt, dat de opbrengst van de vereffening der goederen der duitse onderhoorigen vooreerst moet dienen om aan de belgische onderhoorigen het bedrag van hunne goederen in Duitschland, terug te geven. Dit bepaalt voor de belgische geteisterden in Duitschland een verworven recht, waaraan ongetwijfeld geen spraak kan zijn, afbreuk te doen. Maar niets verzet er zich tegen, dat het overige benuttigd worde tot delging onzer verplichtingen tegenover de Nationale Bank hoofdens de uitwisseling der marken, en diene om onzen economischen toestand te verbeteren.

De vereffening der goederen van de duitse aanhoorigen, bevolen door de wet

van 17 November 1921 is, enige maanden geleden, tengevolge van de afbreking der onderhandelingen met de deutsche Regeering, werkelijkheid geworden. Alras heeft de praktijk bewezen, dat om dit aanzienlijk werk te bespoedigen, maatregelen tot vereenvoudiging zich noodzakelijkerwijze opdringen.

Artikel 11 der wet bedingt, dat de vereffening gemachtigd werd op bevel van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, die de onder dwangbeheerstelling heeft bevolen; dat dit bevel, gegeven op rekwest van den sekwester, het tijdstip, de voorwaarden en de modaliteiten der vereffening bepaalt.

Van verscheidene zijden is het gebleken, dat, gezien dezen tekst, het niet mogelijk was een algemeen bevel te bekomen, waarbij de vereffening van de algeheelheid der goederen, afhangende van eene gesekwestreerde massa, zou geoorloofd worden en dat zou ontslaan van het aanbieden van een afzonderlijk rekwest, met het oog op elke tegeldemaking.

Onverminderd dat die handelwijze onkosten veroorzaakt, die het wensche-lijk is te vermijden, moet men bekennen dat zij weinig strookt met de eischen eener spoedige vereffening.

De door de wetgeving toegebrachte wijzigingen aan het ontwerp der wet van 17 November, door de Regeering nedergelegd, hebben den aard der vereffening veranderd; in stede van gerechtelijk te zijn, zooals het ontwerp het voorzag, is zij, volgens den aangenomen tekst, bestuurlijk geworden, daar zij, op grond van dezen tekst zelf, geschiedt ter benaarstiging van het Beheer der Domeinen, onder de leiding en aansprakelijkheid van den Minister van Financiën. Logischerwijze, diensvolgens, moet het den Minister van Financiën behooren, het tijdstip, alsmede al de voorwaarden en modaliteiten der vereffening, te bepalen.

Alzoo zal de opdracht van den Voorzitter louter gerechtelijk blijven; hij zal geroepen worden, om te onderzoeken of de vereffening wettelijk mag worden vervolgd, of niets in de wet zich daartegen verzet. En wanneer de rechterlijke macht het recht van den Staat om een bezit van gesekwestreerde te vereffenen, zal erkend en verklaard hebben, dan zal de wettige vertegenwoordiger der domaniale belangen van den Staat, de Minister van Financiën, onder toezicht van het Parlement, de vereffening van dit goed regelen, waarvan het recht om erover te beschikken, voortaan onbetwistbaar zal zijn.

Tot nogtoe wordt, door geen schikking, de wijze van tegeldemaking bepaald van de niet onder dwangbeheer geplaatste titels en waarden, door Duitschland afgegeven krachtens § 10 van het bijvoegsel aan Sectie 4 van deel 10 van het Verdrag van Versailles; artikel 4 van het ontwerp vult die leemte aan.

Dezelfde redenen, die sedert lang doen aannemen, dat de ambtsverrichting der pleitbezorgers, onverplicht is in zake burgerlijk referaat, bewijzen dat zij het insgelijks is in zake vereffening der oorlogssekwesters, daar de exceptie rechter hier slechts eene gansch bijzondere jurisdictie uitoefent, voor dewelke de wetgever noch proceduurvormen, noch uitdrukkelijk aanzoek heeft geëischt.

Twijfel is daaromtrent nochtans gerezen; om nuttelooze formaliteiten en onkosten te vermijden dient daaraan een einde te worden gesteld.

De schikkingen, waarvan de ontleding hierboven is gedaan, maken het ontwerp uit van het hierbijliggend ontwerp van wet, dat wij de eer hebben, ingevolge 's Konings bevelen, aan de beraadslagingen der Wetgeving voor te leggen, met verzoek het in den kortst mogelijken termijn te willen onderzoeken.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Justitie,
FULG. MASSON.

